

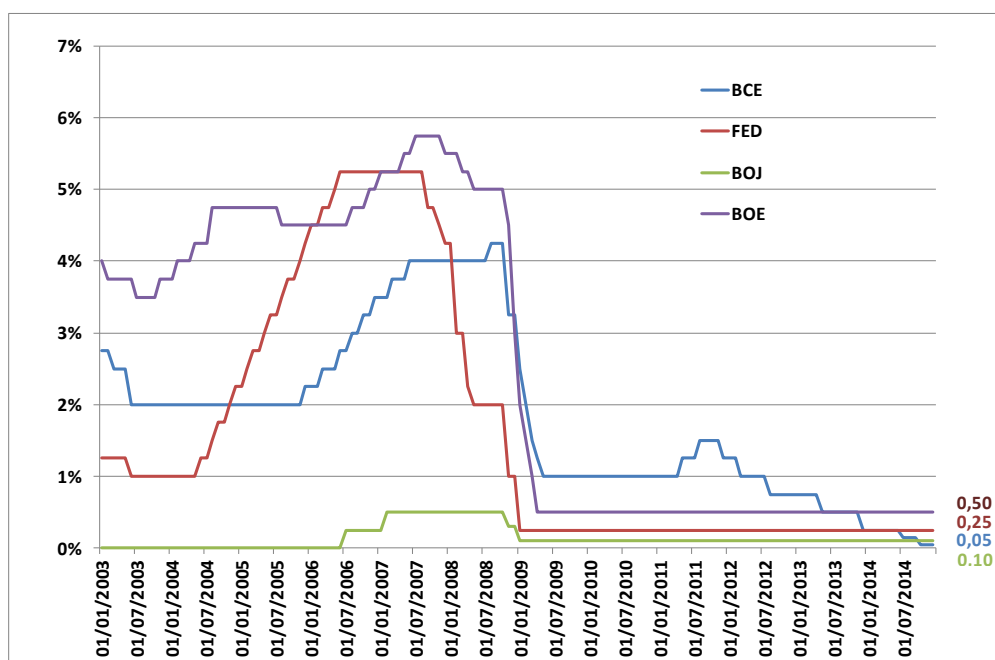
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

BCE : Taux inchangés et mise en place d'outils non conventionnels

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 4 décembre 2014, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. M. Draghi a déclaré lors de sa conférence de presse: « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire (...), nous avons décidé de laisser ces taux inchangés. S'agissant de nos mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous avons commencé à acheter des obligations sécurisées et des titres adossés à des actifs (asset-backed securities). Ces programmes dureront au moins deux ans. La semaine prochaine, nous allons conduire la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée, qui sera suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Prises dans leur ensemble, nos mesures auront une incidence notable sur notre bilan, qui est destiné à se rapprocher des dimensions qu'il affichait début 2012. (...) Le Conseil des gouverneurs réévaluera en début d'année prochaine le degré d'assouplissement monétaire accompli, l'expansion du bilan et les perspectives d'évolution des prix. Nous évaluerons également l'incidence plus large des évolutions récentes des cours du pétrole sur la tendance à moyen terme de l'inflation dans la zone euro. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : la hausse du chômage continue

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'est établi à 3 460 900 en France métropolitaine fin octobre 2014. Ce nombre augmente par rapport à la fin septembre 2014 (+0,8 %, soit +28 400). Sur un an, il croît de 5,5 %.

Europe : Stabilité du chômage en ZE18 et en UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5% en octobre 2014, stable comparé à septembre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 11,9% d'octobre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,0% en octobre 2014, également stable comparé à septembre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,7% d'octobre 2013. Eurostat estime qu'en octobre 2014, 24,413 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,395 millions dans la zone euro. Par rapport à septembre 2014, le nombre de chômeurs a augmenté de 42 000 dans l'UE28 et de 60 000 dans la zone euro. Comparé à octobre 2013, le chômage a baissé de 1,549 million de personnes dans l'UE28 et de 547 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Allemagne (4,9%) ainsi qu'en Autriche (5,1%), et les plus élevés en Grèce (25,9% en août 2014) et en Espagne (24,0%).

Inflation

France : baisse de l'IPC en novembre

En novembre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,2 % après une stabilité le mois précédent. Corrigé des variations saisonnières, il diminue de 0,1 %. Sur un an, l'IPC augmente de 0,3 %, en repli par rapport à octobre (+0,5 %). Hors tabac, l'IPC croît également de 0,3 % sur un an.

Inflation en baisse en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,3% en novembre 2014, en baisse par rapport au mois d'octobre, où il était de 0,4%. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en octobre (1,1%, contre 1,2% en octobre), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,5%, stable par rapport à octobre), des biens industriels hors énergie (0,0%, contre -0,1% en octobre) et de l'énergie (-2,5% contre -2,0% en octobre).

Asie

Japon : récession plus importante que prévu

Le PIB a reculé de 0,5 % au troisième trimestre, après une chute de 1,7 % au trimestre précédent. Ce repli est imputable en grande partie à l'entrée en vigueur, au printemps dernier, d'une TVA à 8 %, contre 5 % auparavant.

OCDE

Rapport sur la corruption

L'organisation a analysé 427 affaires survenues depuis 15 ans et constate que « la plupart des corrupteurs et des corrompus viennent des pays riches ». L'Allemagne et la Corée du Sud arrivent respectivement en deuxième et troisième position. Par ailleurs, 53 % des cas de corruptions impliquent des cadres d'entreprise.

Rapport de l'OCDE sur la corruption transnationale : [http://www.keepeek.com/Digital-Asset-](http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocd/governance/rapport-de-l-ocde-sur-la-corruption-transnationale)

[Management/ocd/governance/rapport-de-l-ocde-sur-la-corruption-transnationale](http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocd/governance/rapport-de-l-ocde-sur-la-corruption-transnationale) 9789264226623-fr#page1

Augmentation de la pression fiscale dans les Pays de l'OCDE

Pour la quatrième année consécutive, la pression fiscale dans les pays de l'OCDE s'est accrue en 2013 pour atteindre, en moyenne, 34,1 % du PIB. La TVA représentait en 2012 près de 20 % des recettes totales. Le taux normal de TVA a atteint un niveau moyen record de 19,1 % en janvier 2014, contre 17,6 % en janvier 2009. L'Europe est au-dessus de la moyenne avec un taux normal de 21,7 %. Pour l'OCDE, il est préférable d'avoir un taux normal de TVA peu élevé avec une assiette large, et éviter de recourir à des taux réduits sur certains produits. L'organisation préconise la suppression des taux réduits qui bénéficient davantage aux plus riches.

<http://www.oecd.org/fr/presse/les-recettes-fiscales-rebondissent-apres-la-crise-mais-les-structures-fiscales-des-pays-different-fortement-selon-locde.htm>

2 – Actualité régionale

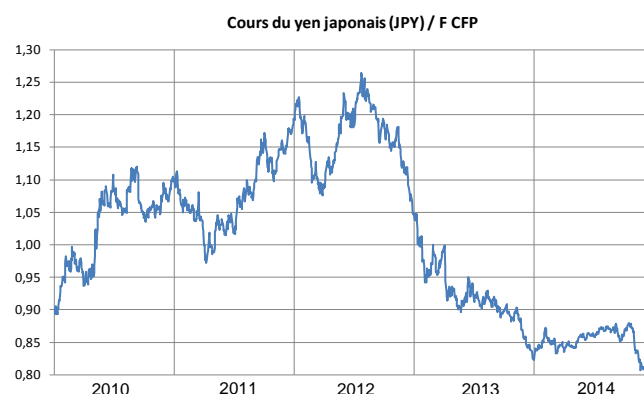
Chine : changement de politique monétaire

Le 21 novembre 2014, la Banque populaire de Chine (PBoC) a abaissé son taux directeur de 40 points de base à 5,6 %, pour la première fois depuis le 6 juillet 2012. Le taux des dépôts à un an a été lui abaissé de 25 points de base à 2,75 %, a ajouté la PBoC.



Japon : récession plus importante que prévu

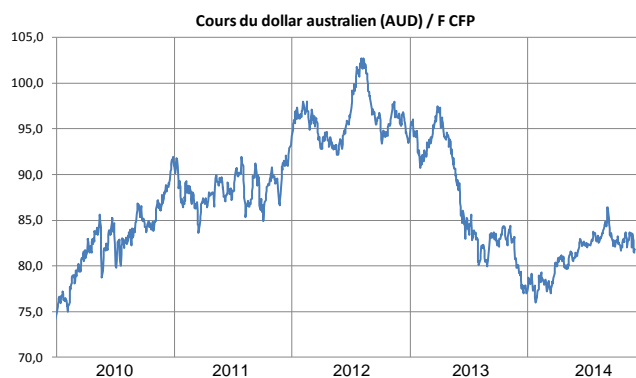
Le PIB japonais recule de 1,9 % au troisième trimestre 2014 en rythme annualisé, après -6,7 % au deuxième trimestre et +5,8 % au premier trimestre. Le Japon replonge ainsi en récession technique (deux trimestres consécutifs en baisse). La variation des stocks (les entreprises ont déstocké l'équivalent de 0,5 % du PIB) soustrait 2,6 pts de croissance sur le trimestre, reflétant la faiblesse de la demande interne. En effet, la consommation des ménages n'a rebondi que de +1,5 %, après s'être effondrée de 18,8 % au deuxième trimestre. Seuls la dépense publique et le commerce extérieur ont contribué positivement à la croissance, respectivement à hauteur de 0,5 pt et de 0,3 pt.



Australie : ralentissement de l'économie

La croissance économique australienne a ralenti au troisième trimestre 2014 en volume (+0,3 % CVS, contre +0,5 % au trimestre précédent). Toutefois, sur un an, le PIB australien est en hausse de 2,7 %. Sur le trimestre, la consommation progresse de 0,6 %, tandis que l'investissement recule de 2,7 %. Le taux de chômage est stable au mois de novembre par rapport à octobre, à 6,3 %, mais se dégrade sur un an (+0,5 point).

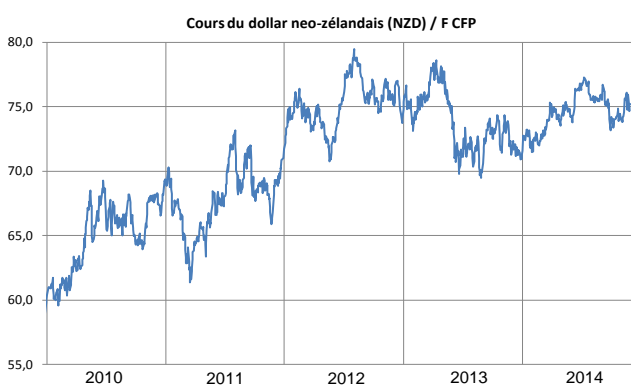
Lors de sa réunion du 3 décembre 2014, la banque centrale australienne (RBA) a reconduit à +2,5 % son taux directeur principal, inchangé depuis le 7 août 2013.



Nouvelle-Zélande : accélération de la croissance

Le PIB néo-zélandais a augmenté de 1,0 % au troisième trimestre, contre 0,7 % au trimestre précédent. La croissance a été tirée par les industries primaires, qui ont augmenté de 5,8 %, soit la plus forte croissance dans les industries primaires depuis 15 ans. La production de lait est en hausse, mais aussi l'exploration pétrolière et l'extraction de pétrole et de gaz.

Depuis le 30 octobre, la banque centrale de Nouvelle-Zélande (RBNZ) a elle aussi décidé de laisser inchangé son taux directeur principal, à 3,5 %, dans un contexte de faible inflation au troisième trimestre (+0,3 % par rapport au trimestre précédent et +1,0 % en glissement annuel).



3 – Brèves économiques locales

Réforme fiscale

La mise en place d'un nouvel impôt, la Contribution calédonienne de solidarité (CCS), a été votée au Congrès le 15 décembre 2014, et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2015. Son objectif est de pérenniser le financement des régimes sociaux actuellement déficitaire. La CCS concernera les revenus d'activité, mais aussi ceux de remplacement, de solidarité, d'épargne, de placement, ainsi que les produits des valeurs mobilières et des jeux. Le taux d'imposition sera de 1 % pour les revenus du travail, de remplacement et de solidarité et de 2 % pour les autres revenus et produits. Une augmentation de l'impôt sur les dividendes des sociétés a également été votée, son taux passant de 10 % à 11,5 %.

Dissolution du Gouvernement

Le mardi 16 décembre 2014, les trois membres de la liste Calédonie Ensemble présents au Gouvernement - Thierry Cornaille, Philippe Germain et André-Jean Léopold - ont démissionné de leurs postes. Selon la loi organique, la démission de l'ensemble des membres issus d'une même liste étant un motif de dissolution, le Gouvernement actuel de Cynthia Ligeard est donc démissionnaire de plein droit. Un nouveau gouvernement devrait être élu dans les 15 jours, soit d'ici le 31 décembre 2014.

Nouvel accord sur les tarifs bancaires

Lundi 15 décembre 2014, un nouvel accord a été signé entre les banques de Nouvelle-Calédonie et le Haut-commissaire visant à baisser les tarifs bancaires en Nouvelle-Calédonie, avec pour objectif à horizon 2017 de réduire de 50 % l'écart moyen constaté fin 2013 entre les tarifs calédoniens et métropolitains sur certains services. Selon ce nouvel accord, les dispositions conclues devraient permettre de diminuer de 28 % l'écart tarifaire en 2015.

Commercialisation de la 4G en février 2015 et projet de Banque Postale Calédonienne

L'Office des Postes et télécommunications (OPT) a annoncé le 2 décembre, lors de son dernier conseil d'administration, le lancement officiel des offres commerciales de la 4G dès le 16 février 2015. Par ailleurs, le projet de création de la Banque Postale Calédonienne a également été confirmé.

Développement des exportations

Pour soutenir les industries manufacturières du territoire dans leurs démarches de recherche de nouveaux marchés, la Fédération des Industries de Nouvelle-Calédonie (FINC) et la compagnie aérienne Aircalin ont signé le 20 novembre 2014 une convention de partenariat. Les adhérents de la FINC bénéficieront par conséquent de tarifs négociés et avantageux sur le fret aérien. Des remises de l'ordre de -20 à -70% pourront être appliquées sur les principales destinations desservies par la compagnie aérienne. En outre, des grilles tarifaires personnalisées pourront être mises en place à partir des minimas négociés pour l'ensemble des adhérents de la FINC.

Résultats des élections de la CCI

Comme tous les cinq ans, les entrepreneurs étaient appelés à élire leurs représentants. Les résultats des élections à la Chambre du commerce et de l'industrie (CCI) ont été communiqués vendredi 12 décembre. La nouvelle présidente est Madame Jennifer Seagoe, après deux mandats de Monsieur André Desplat. L'assemblée de la CCI compte 31 sièges à pourvoir : 11 dans l'industrie, 9 dans le commerce et 11 pour les services.

Nouveau Directeur à l'OPT

Sous la présidence de Cynthia LIGEARD, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, réuni mardi 2 décembre, a approuvé la nomination de Monsieur Serge Newland au poste de Directeur général de l'Office des postes et télécommunications de Nouvelle-Calédonie (OPT-NC) pour un mandat d'une durée de 5 ans. Il succède à Monsieur Jacques Perrotin.

Publications de l'IEOM

L'Institut a publié les études suivantes :

- La note expresse NE n°144 – Tendances conjoncturelles – 3^e trimestre 2014
- Infos financières – Suivi des crédits aux entreprises en Nouvelle-Calédonie au 30 septembre 2014
- Infos financières – Évolutions monétaires de Nouvelle-Calédonie au 30 septembre 2014
- Infos financières – Coût du crédit et production de crédit en Nouvelle-Calédonie au 3^{ème} trimestre 2014
- Tableau de bord CEROM - Nouvelle-Calédonie - Décembre 2014

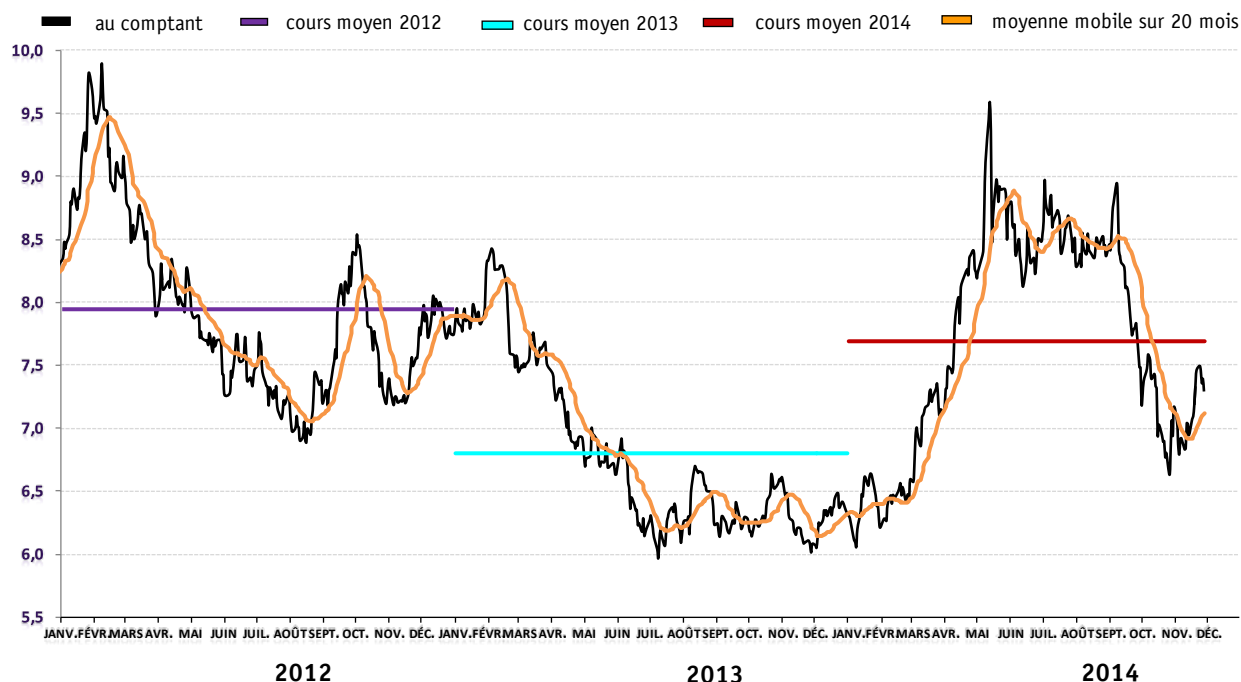
4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		nov.-14	105,45	0,1%	0,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		sept.-14	7 049	7,4%	15,1%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	oct.-14	13 477	-9,8%	44,9%
	cumulées	oct.-14	115 691	-	22,9%
Importations	mensuelles	oct.-14	30 297	15,3%	32,4%
	cumulées	oct.-14	246 390	-	3,6%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		nov.-14	7,12	-0,4%	14,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		nov.-14	681	1,2%	23,8%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	oct.-14	676	54,6%	90,4%
	cumulées	oct.-14	4 285	-	28,7%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	oct.-14	6 113	-24,9%	10,8%
	cumulées	oct.-14	61 922	-	6,7%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	sept.-14	10 761	19,5%	6,2%
	cumulés	sept.-14	73 086	-	-3,5%
• Nuitées	mensuels	juil.-14	44 825	8,6%	-13,8%
	cumulés	juil.-14	311 789	-	-8,4%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juil.-14	54,2%	+ 2,8 pt	- 4,9 pts
• Croisiéristes (p)		sept.-14	272 169	-	5,4%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%
• Index BT 21 (p)		nov.-14	101,40	0,0%	-0,1%
• IRL (p)		nov.-14	119,92	0,0%	0,1%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	oct.-14	84	125,1%	ns*
	cumulées	oct.-14	927	-	9,9%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	oct.-14	132	163,6%	ns*
	cumulées	oct.-14	1 391	-	9,0%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	oct.-14	180	-27,1%	-61,9%
	cumulées	oct.-14	5 159	-	-4,1%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

* Il n'y a pas eu d'exportations de crevettes au mois d'octobre 2013

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	nov.-12	nov.-13	nov.-14	var 13/12	var 14/13
Circulation fiduciaire	16 307	16 195	16 422	-0,7%	1,4%
Dépôts à vue	244 757	269 330	299 864	-0,7%	11,3%
Total M1	261 064	285 525	316 286	9,4%	10,8%
M2-M1	103 968	108 949	114 268	4,8%	4,9%
Total M3	582 168	596 467	605 221	2,5%	1,5%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-12	sept.-13	sept.-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	455 321	455 772	438 017	0,1%	-3,9%
Ménages	400 097	407 821	416 736	1,9%	2,2%
Collectivités locales	53 919	67 920	84 976	26,0%	25,1%
Autres agents	14 525	17 054	14 546	17,4%	-14,7%
Total encours sain	923 862	948 567	954 275	2,7%	0,6%
Créances douteuses brutes	19 340	21 174	29 210	9,5%	38,0%
Total encours brut	943 202	969 740	983 486	2,8%	1,4%

Interdits bancaires

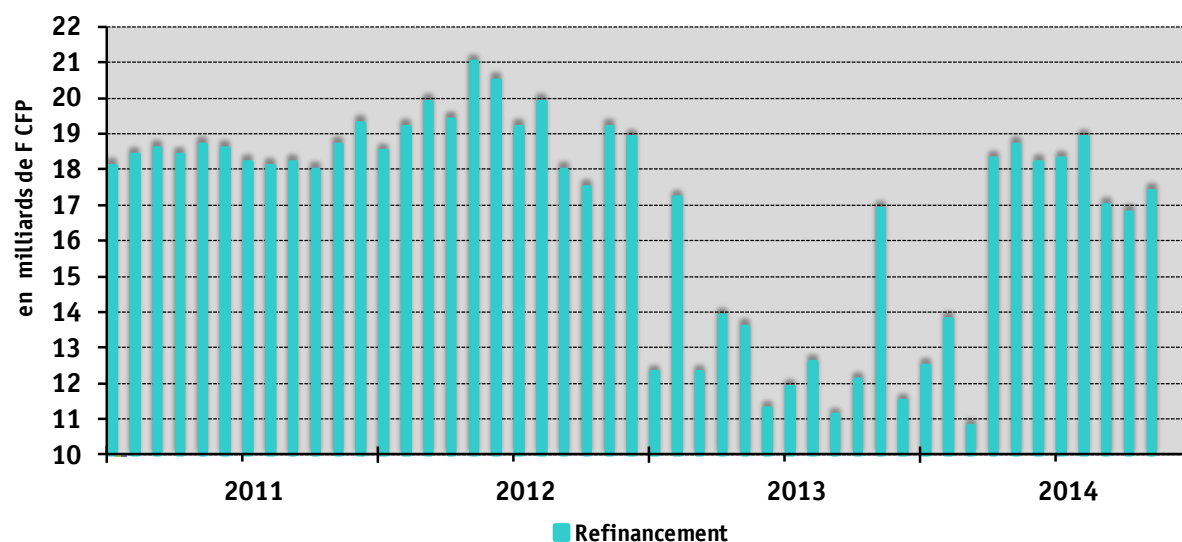
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock nov.-14	7 790	0,0%	0,1%
	dont personnes physiques nov.-14	6 894	-0,2%	-0,3%
	dont personnes morales nov.-14	896	1,9%	2,9%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	nov.-14	17 254	0,5%	7,8%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	nov.-14	5 290	1,6%	4,9%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises nov.-14	17,4	3,2%	2,9%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var .
Indice des prix à la consommation	nov	104,7	105,5	0,7%
Entreprises				
nombre d'entreprises	sept	55 680	57 662	3,6%
dont entreprises sans salarié	sept	48 994	51 058	4,2%
créations d'entreprises (p)	sept	2 778	2 638	-5,0%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 399	2 433	1,4%
liquidations judiciaires	sept	85	63	-25,9%
redressements judiciaires	sept	52	46	-11,5%
personnes morales en interdiction bancaire	nov	871	896	2,9%
Ventes de ciment (tonnes)	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes)	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	23 271	25 905	11,3%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	nov	4 829	7 447	54,2%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov	3 334	2 967	-11,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	90 770	91 757	1,1%
dont secteur privé	sept	65 268	65 773	0,8%
dont secteur public	sept	25 502	25 984	1,9%
demandes d'emploi de fin de mois	sept	6 122	7 049	15,1%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	sept	6 456	7 295	13,0%
chômeurs indemnisés	sept	2 044	2 430	18,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	oct	899,3	899,3	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire	nov	6 913	6 894	-0,3%
décisions retraits cartes bancaires	nov	2 824	2 771	-1,9%
incidents paiements sur chèques	nov	33 639	26 132	-22,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	nov	5 381	5 159	-4,1%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	nov	13 786	13 778	-0,1%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	24 856	25 059	0,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 517	12 416	-0,8%
Echanges				
nombre de touristes	sept	75 746	73 086	-3,5%
nombre de croisiéristes	sept	258 296	272 169	5,4%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	juil	54,9%	54,9%	0,0 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	nov	6,86	7,69	12,1%
cours du nickel au LME en \$/lb	nov	6,22	7,12	14,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	oct	3 329	4 285	28,7%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	oct	13 481	854	-93,7%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	oct	55 391	61 922	11,8%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	oct	68 423	87 826	28,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	oct	852	927	8,8%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	oct	1 277	1 391	9,0%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	oct	83 181	90 071	8,3%
part de ces produits dans le total des exportations	oct	88,3%	77,9%	-10,5 pts
total des importations (M FCFP)	oct	237 794	246 390	3,6%
total des exportations (M FCFP)	oct	94 154	115 691	22,9%
taux de couverture	oct	39,59%	46,95%	7,4 pts
recettes douanières (M FCFP)	nov	44 408	44 798	0,9%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	nov	269 330	299 864	11,3%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	nov	285 525	316 286	10,8%
M2 (M1 + Compte épargne logement + Comptes sur livret)	nov	394 474	430 554	9,1%
Dépôts à termes	nov	201 954	174 667	-13,5%
M3 (M2 + Dépôts à termes)	nov	596 467	605 221	1,5%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	nov	3 699	4 107	11,0%
coût du crédit aux entreprises- court terme	sept	4,38%	3,88%	-0,5 pts
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	sept	4,37%	3,97%	-0,4 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	sept	3,68%	3,47%	-0,2 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	sept	7,46%	6,60%	-0,9 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	sept	969 740	983 486	1,4%
Ménages				
dont crédits à la consommation	sept	407 821	416 736	2,2%
dont crédits à l'habitat	sept	74 420	73 656	-1,0%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	sept	455 772	438 017	-3,9%
dont crédits d'investissement	sept	80 184	73 131	-8,8%
dont crédits à la construction	sept	241 766	233 120	-3,6%
Collectivités locales				
dont d'investissement	sept	117 250	117 441	0,2%
Collectivités locales	sept	67 920	84 976	25,1%
dont d'investissement	sept	65 403	82 811	26,6%
Autres agents de CCB non ventilés				
Autres agents de CCB non ventilés	sept	17 054	14 546	-14,7%
créances douteuses brutes				
taux de créances douteuses brutes	sept	2,2%	3,0%	0,8 pt
ensemble des actifs financiers	sept	712 111	711 157	-0,1%
Ménages	sept	366 069	386 109	5,5%
Sociétés	sept	229 326	219 247	-4,4%
Autres agents	sept	116 717	105 801	-9,4%
dont assurances-vie	sept	104 234	111 213	6,7%

(p) : données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

2 – Actualité régionale

Accord de partenariat visant à améliorer l'accès à l'eau potable aux îles Kiribati

Un accord de partenariat entre le Secrétariat Général de la Communauté du Pacifique (CPS), l'Union européenne (UE) et les autorités de Kiribati a été officialisé le 4 novembre 2014 en Nouvelle-Calédonie. Il vise à améliorer l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement fiables dans l'archipel des Gilbert, aux îles Kiribati, où les ressources en eau potable sont actuellement limitées. Cet accord de près de 394 millions de F CFP (3,3 millions d'euros) permettra de financer pendant les quatre années à venir la mise en place de techniques de pompage des nappes souterraines, la construction de réseaux d'adduction, la protection des puits contre la pollution et l'amélioration des réseaux d'assainissement.

La CPS et l'UE soutiennent les exportations de produits agricoles à Tonga

Le projet « Increasing Agricultural Commodity Trade » (IACT) est une initiative régionale financée par l'UE à hauteur d'un milliard de F CFP et mise en œuvre par le Secrétariat Général de la Communauté du Pacifique (CPS), pour aider 42 entreprises de la région Pacifique. La société Nishi Trading, exportatrice de produits agricoles implantée à Tonga, a profité de ce soutien pour la construction d'une nouvelle station de conditionnement inaugurée le 13 novembre dernier. D'une valeur de plus de 48 millions de F CFP, l'IACT a participé au projet à hauteur de 12 millions de F CFP. Répondant aux standards internationaux, cette station devrait permettre d'augmenter le volume des exportations ainsi que le traitement de produits agricoles à valeur ajoutée. L'entreprise Nishi Trading affirme vouloir réduire la dépendance de Tonga aux produits alimentaires importés, en développant les industries de transformation des aliments dans le pays, tout en augmentant les volumes d'exportation.

L'initiative du Triangle de Corail bénéficie de six millions de dollars débloqués par l'Australie

Le Triangle de corail correspond à une zone de l'océan Pacifique, comprenant les eaux autour de la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, la Papouasie Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et le Timor Leste. L'initiative du Triangle de corail (ITC) porte sur la lutte pour la protection des massifs coralliens et la sécurité alimentaire dans la zone. Le Triangle de corail ne représente que 1 % de la surface de la planète, mais regroupe pourtant 76 % des espèces de coraux et environ 56 % des espèces connues de poissons de récifs. De la survie des coraux dépend celle des 100 millions de personnes qui vivent des ressources marines sur les côtes de ces pays. L'institution a bénéficié d'une enveloppe de plus de 572 millions de F CFP débloquée par l'Australie. Ces fonds serviront à gérer les écosystèmes marins et côtiers de ces pays, à développer l'écotourisme et à aider les populations à gérer les ressources halieutiques.

3 – Brèves locales

Renouvellement annuel du bureau de l'Assemblée Territoriale

Le 26 novembre dernier, l'ouverture à l'Assemblée territoriale de la session budgétaire 2014 a débuté par l'élection du bureau. M. Mikaele KULIMOETOKE a été élu Président et succède à M. Petelo HANISI. Le poste de vice-président revient à M. Sosefo MOTUKU. Mme Yannick FELEU et M. Petelo FALELAVAKI ont été respectivement désignés 1^{er} et 2^e Secrétaires.

Vote du budget primitif 2015

Les budgets primitifs adoptés par l'Assemblée territoriale pour l'exercice 2015 s'équilibrent ainsi :

- budget principal : 3,962 milliards de F CFP (2,919 milliards de F CFP en 2014)
 - section de fonctionnement : 3,050 milliards de F CFP (2,840 milliards de F CFP en 2014)
 - section d'investissement : 912 millions de F CFP (79 millions de F CFP en 2014)
- budget annexe du Service des Postes et Télécommunications (SPT) : 1,238 milliard de F CFP (684 millions de F CFP en 2014)
 - section de fonctionnement : 608 millions de F CFP (630 millions de F CFP en 2014)
 - section d'investissement : 630 millions de F CFP (54 millions de F CFP en 2014)

Les sections d'investissement des budgets primitifs sont en nette progression pour l'année 2015. La ligne d'investissement du budget principal augmente du fait d'abondements de l'État qui transitent sur le compte du Territoire (dont 403 millions de F CFP pour la construction d'un bâtiment sportif et 438 millions de F CFP à destination du service de l'Environnement pour la protection du littoral). Concernant le budget annexe du SPT, le financement de la mise en place de la téléphonie mobile sur l'archipel explique l'évolution de la section d'investissement.

Pour mémoire, l'installation de la téléphonie mobile représente un investissement de 786 millions de F CFP financés par deux emprunts, contractés auprès de la Caisse des prestations sociales locale (200 millions de F CFP) et auprès de l'Agence française de développement (370 millions de F CFP), et par une participation de l'État à hauteur de 216 millions de F CFP.

Bilan du colloque « Une agriculture durable au service de la population »

Un colloque international s'est tenu à Wallis fin novembre sur le thème de l'agriculture durable. Regroupant une vingtaine de participants originaires de pays et territoires voisins et des intervenants locaux, il avait pour objectif le partage de connaissances et d'expériences sur les méthodes de productions agricoles. Ce colloque a connu une forte adhésion de la part de la population locale. Ses conclusions vont contribuer à la définition des axes d'un plan pluriannuel pour le développement du secteur primaire sur le Territoire. Il s'agit d'assurer la pérennité de l'agriculture à Wallis-et-Futuna, à travers sa structuration et des actions de développement. L'agriculture occupe une place primordiale dans la vie de la population : 80 % des foyers ont une exploitation agricole et, en moyenne, 50 % de leur alimentation provient du travail de la terre et de la mer.

Réflexion sur la desserte aérienne inter-îles

La liaison aérienne entre Wallis et Futuna est assurée par la société Aircalin, selon une convention signée avec le Territoire qui prendra fin en 2018. La compagnie a informé l'Assemblée territoriale qu'elle souhaitait, pour poursuivre l'exploitation de la desserte, le renouvellement des appareils permettant d'assurer la liaison. Il s'agit des deux twin otter qui ont chacun été exploités pendant plus de 40 ans. Leur coût de maintenance représente en effet près de la moitié du budget alloué au fonctionnement de la desserte inter-îles par le Territoire. Un groupe de travail a été constitué à l'Assemblée territoriale en août dernier afin de réfléchir sur les différentes alternatives possibles pour la desserte entre Wallis et Futuna. Il a également été fait appel au département des transports du Secrétariat Général de la Communauté du Pacifique pour qu'une expertise soit réalisée, laquelle sera présentée en avril prochain. Plusieurs pistes sont à l'étude ; l'une d'elles porterait sur le remplacement d'un seul de ces deux aéronefs et la mise en place d'une desserte maritime mixte (passagers-fret). Ce projet serait éligible pour un financement au titre du XI^e FED.

Demande de dérogation pour la légalisation des jeux de hasard

En début de mois, l'Assemblée territoriale a adopté à la majorité une délibération ayant pour objet la demande d'une dérogation spéciale pour autoriser les jeux de hasard sur le Territoire. L'objectif est de fixer un cadre réglementaire pour l'organisation des jeux à Wallis-et-Futuna, qui ont eu tendance à se développer au cours des dernières années malgré leur interdiction. Une campagne de prévention visant à réduire l'activité a été organisée par les autorités locales en 2014. Cette action a été complétée en fin d'année par la mise en œuvre de sanctions à l'encontre de contrevenants.

Publications

L'IEOM vient de publier ses Tendances conjoncturelles ainsi que son étude des Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna pour le 3^e trimestre 2014. Ces notes sont téléchargeables sur notre site Internet :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne143_tendances_tendances_conjoncturelles_3t2014_wallis.pdf

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolution_bancaires_et_monetaires_3t2014_wallis.pdf

L'IEOM vient également de publier une note expresse : le secteur primaire à Wallis-et-Futuna, décembre 2014.

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne141_eclairage_le_secteur_primaire_a_wallis-et-futuna.pdf

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

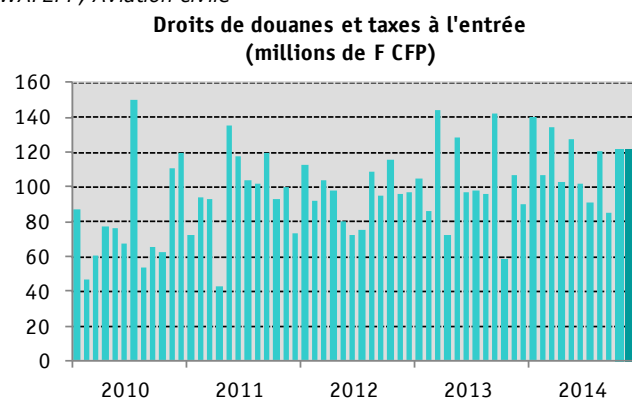
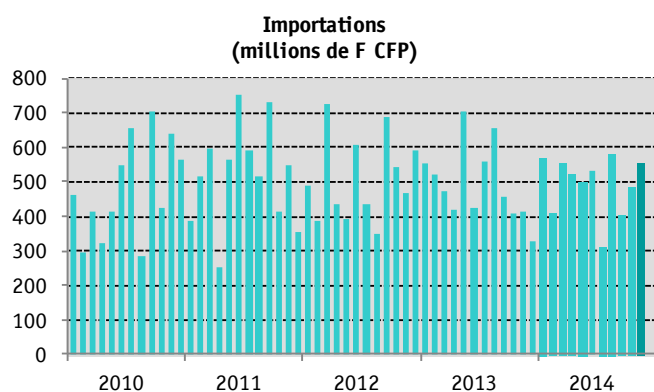
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			3T 14	115,60	-	0,5%
SMIG mensuel en XPF			nov-14	90 000	-	1,0%
Nombre d'emplois salariés			juin-14	2 158	-	0,1%
Échanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	nov-14	556	14,8%	33,8%	
	cumulées	nov-14	5 418	-	-3,2%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	nov-14	121	-0,1%	13,4%	
	cumulés	nov-14	1 253	-	10,3%	
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	nov-14	37	-19,9%	2,4%	
	cumulées	nov-14	429	-	7,1%	

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-14	1 607	16,9%	-2,1%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-14	638	12,4%	8,7%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-14	145	3,8%	3,2%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	août-14	2 566	55,5%	-22,8%
	cumulé	août-14	16 865	-	-14,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	oct-14	1 590	79,7%	51,4%
	cumulé	oct-14	10 900	-	4,0%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	nov-14	4	100,0%	0,0%
	cumulées	nov-14	33	-	-26,7%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	nov-14	25	78,6%	66,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

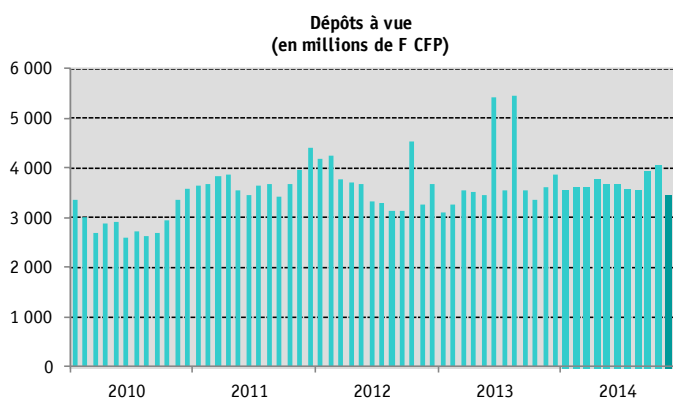
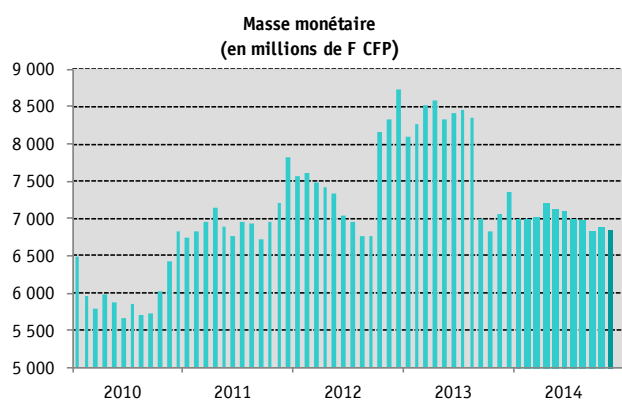


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Baisse de la masse monétaire sur le mois et sur l'année

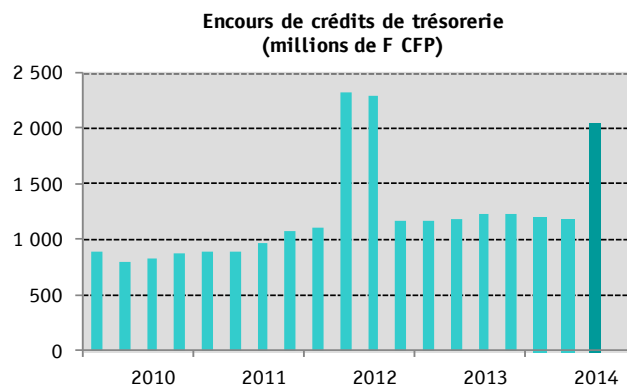
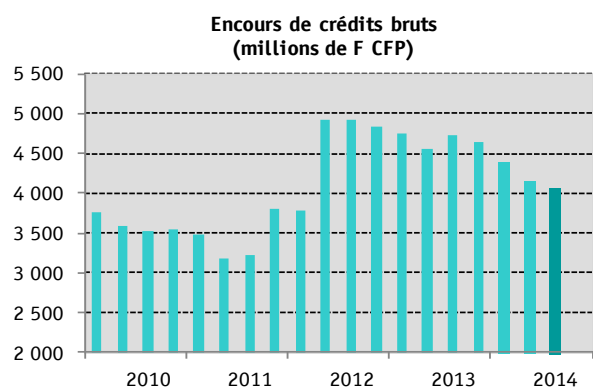
en millions de F CFP	nov-13	oct-14	nov-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 137	2 063	2 074	0,5%	-3,0%
Dépôts à vue	3 593	4 041	3 457	-14,4%	-3,8%
Total M1	5 730	6 104	5 531	-9,4%	-3,5%
M2-M1	493	505	499	-1,2%	1,3%
Total M3	7 053	6 899	6 850	-0,7%	-2,9%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

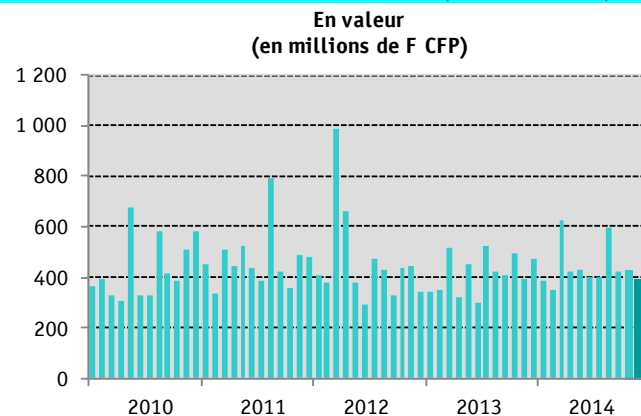
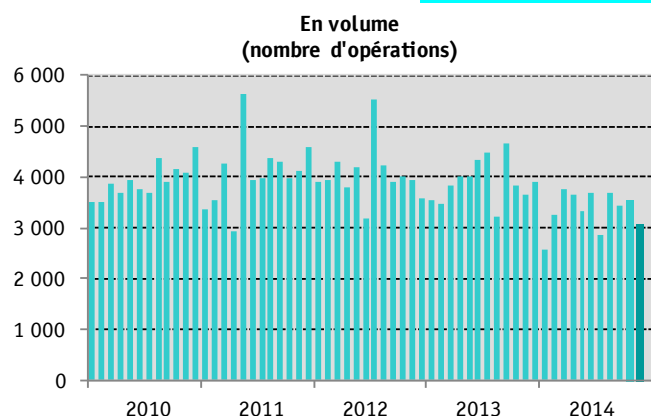
en millions de F CFP	sept-12	sept-13	sept-14	▲/an
Crédits de trésorerie	2 300	1 225	2 045	67,0%
Crédits à l'équipement	1 346	2 308	1 149	-50,2%
Crédits à l'habitat	531	420	255	-39,1%
Autres crédits	258	314	176	-43,8%
Total encours sain	4 436	4 266	3 626	-15,0%
Créances douteuses brutes	493	470	444	-5,5%
Total encours brut	4 929	4 736	4 070	-14,1%



Compensation

Baisse en nombre et en valeur des opérations de compensation

	nov-13	oct-14	nov-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 646	3 540	3 088	36 894	-12,8%	-15,3%
Compensation (en millions de CFP)	395	433	395	4 863	-8,6%	0,2%



Incidents bancaires

Augmentation du nombre d'incidents de paiement sur chèque sur l'année

en nombre	nov-13	oct-14	nov-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	41	79	49	913	-38,0%	19,5%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	13	-	-

Interdits bancaires

Réduction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	nov-13	oct-14	nov-14	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	358	348	336	-3,4%	-6,1%
- dont personnes physiques	345	333	321	-3,6%	-7,0%
- dont personnes morales	13	15	15	0,0%	15,4%

Cotation

Progression du nombre de cotes valides

en nombre	nov-13	oct-14	nov-14	▲/mois	▲/an
Cotes valides	45	48	48	0,0%	6,7%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	15	16	18	12,5%	20,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3T	115,05	115,60	0,5%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	novembre	13	15	15,4%
importations de biens d'équipement (M XPF)	novembre	785	788	0,3%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	novembre	111	158	42,2%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	novembre	97	77	-20,6%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 155	2 158	0,1%
dont secteur privé	juin	871	870	-0,1%
dont secteur public	juin	1 284	1 288	0,3%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	novembre	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	novembre	345	321	-7,0%
décision retrait cartes bancaires (nb)	novembre	16	13	-18,8%
incidents paiements sur chèques (nb)	novembre	831	913	9,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	novembre	1 525	1 396	-8,4%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	novembre	837	823	-1,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	novembre	268	265	-1,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	novembre	89	90	1,1%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	novembre	5 595	5 418	-3,2%
exportations	novembre	-	-	-
recettes douanières	novembre	1 548	1 716	10,9%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	novembre	1 136	1 253	10,3%
dont taxes intérieures de consommation	novembre	400	429	7,1%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	novembre	3 593	3 457	-3,8%
M1	novembre	5 730	5 531	-3,5%
M2	novembre	6 223	6 030	-3,1%
Dépôts à terme	novembre	830	820	-1,3%
M3	novembre	7 053	6 850	-2,9%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	septembre	1 545	1 376	-10,9%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	1 245	1 161	-6,8%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	299	215	-28,3%
Entreprises	septembre	2 443	2 041	-16,5%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	76	921	1110,9%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	2 086	963	-53,8%
Collectivités locales	septembre	222	186	-16,4%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	55	23	-58,7%
créances douteuses brutes	septembre	470	444	-5,5%
taux de créances douteuses	septembre	9,9%	10,9%	1,0 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	3 145	3 124	-0,7%
<i>dont assurances-vie</i>	septembre	973	1 058	8,8%
Sociétés	septembre	1 614	1 442	-10,7%
Autres agents	septembre	2 220	1 659	-25,3%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques locales

Budget 2015 : les autorisations d'engagement de l'État en croissance de 4,4 % en 2015

Le volume des autorisations d'engagement de l'État envers la Polynésie française devrait croître de 4,4 % entre 2014 et 2015. Elles s'établissent en 2015 à 589 827 F CFP par habitant. La dotation de développement économique (DGDE) s'élève à 16,2 milliards de F CFP, avec des crédits de paiement stables sur le triennal. Par ailleurs, l'engagement de l'État sur le prochain Contrat de projet (2015-2020) s'établit à 21,2 milliards de F CFP, soit 84 000 F CFP par habitant.

Budget du Pays : 133,7 milliards de F CFP en 2015

Le budget prévisionnel 2015 a été présenté à l'Assemblée de Polynésie française le 4 décembre. Il s'établit à 133,7 milliards de F CFP, dont 108,6 milliards de F CFP de dépenses de fonctionnement. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 38,9 milliards de F CFP, suite au report en 2015 de 23 milliards de F CFP non consommés en 2014. Le budget prévoit près de 7 milliards de F CFP de nouveaux emprunts, portant à 95,7 milliards de F CFP la dette prévisionnelle à fin 2015.

Financement : la Banque européenne d'investissement (BEI) accorde une ligne de crédit de 1,6 milliard de F CFP

La Banque européenne d'investissement (BEI) a signé le 27 novembre avec la Banque de Tahiti une convention de prêt de 1,6 milliard de F CFP, dans la continuité d'une ligne de crédit de 952 millions de F CFP conclue en mars 2013. La BEI soutiendra d'une part les travailleurs indépendants et les petites entreprises, à hauteur de 716 millions de F CFP. Ceux-ci bénéficieront de crédits à taux privilégiés. D'autre part des investissements dans les domaines de l'environnement, des énergies renouvelables et du traitement des déchets (954 millions de F CFP). Dans ce cadre, le 5 décembre, la Banque de Tahiti et la société Enviropol ont signé un accord pour un financement de 230 millions de F CFP.

Tarifs bancaires : accord de concertation signé le 8 décembre 2014

Le Haut-commissaire, les établissements bancaires ainsi que l'Office des postes et télécommunications (OPT), avec l'appui de l'IEOM, ont conclu un accord de modération des tarifs bancaires le 8 décembre, à l'issue d'un processus de concertation initié depuis plus d'un an. En comparaison de la tarification en vigueur en avril 2014, les banques polynésiennes et l'État se sont accordés sur une baisse globale affichée de 10,4%.

Éducation : la Chambre territoriale des comptes met en évidence les difficultés du système scolaire

La Chambre territoriale des comptes (CTC) a publié, le 11 décembre, un rapport sur la politique de l'éducation en Polynésie française depuis 2004. Le système scolaire ne parvient pas à résoudre les difficultés posées par l'inégalité des conditions sociales des élèves et par l'isolement des archipels éloignés. Le taux d'accès au baccalauréat général est de 16,5 %. Tous bacs confondus, la performance actuelle du territoire équivaut, selon le rapport de la CTC, au niveau métropolitain de 1992. En 2013, le nombre d'élèves sans diplôme ni qualification était estimé à 2 181.

Transport aérien : Air Tahiti réceptionne un nouvel ATR

Air Tahiti a intégré un nouvel ATR72 à sa flotte, complétant la livraison de deux ATR42 en novembre 2013 et juillet 2014. La compagnie, qui avait passé commande en décembre 2012 de trois ATR42 et de quatre ATR72, envisage le renouvellement complet de sa flotte pour 2019. Par ailleurs, après six mois de travaux, la réfection de la piste de l'aéroport de Tahiti Faa'a est achevée.

Logement social : lancement des travaux de 180 logements sociaux

Un programme de 60 logements sociaux représentant un investissement de 1,4 milliard de F CFP a été lancé le 3 décembre à Faa'a, pour une livraison prévue courant 2016. De même, la construction des 120 logements du domaine Labbé à Pirae devrait débuter prochainement. Cette opération de 2,3 milliards de F CFP est financée conjointement par l'État et le Pays dans le cadre du Contrat de projet. En matière de réalisations, 25 logements à Punaauia devraient être livrés prochainement et un ensemble de 80 logements à Faa'a devrait être mis en service en avril 2015. Sur l'année, 25 logements auront été livrés, contre 32 en 2013.

Commerce : ouverture d'un centre commercial de 3 700 m² à Faa'a

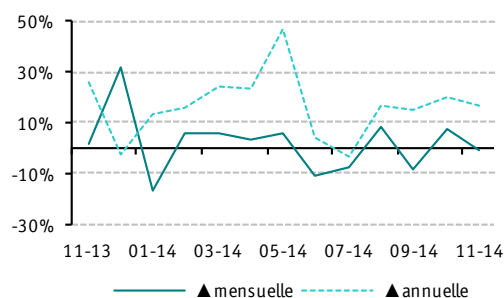
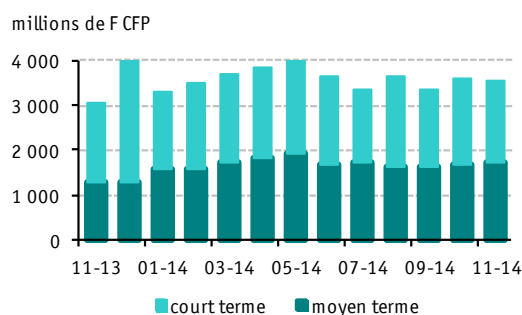
Un nouveau centre commercial, constitué d'un hypermarché *Carrefour* et d'une galerie marchande de 25 boutiques, a ouvert ses portes à Faa'a, sur l'île de Tahiti, le 2 décembre. Le *Pacific Plaza*, qui a fait l'objet d'un investissement de près de 4 milliards de F CFP, a permis la création de 150 emplois pendant les deux années de construction et génère 350 emplois à l'ouverture.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Léger recul du refinancement en novembre

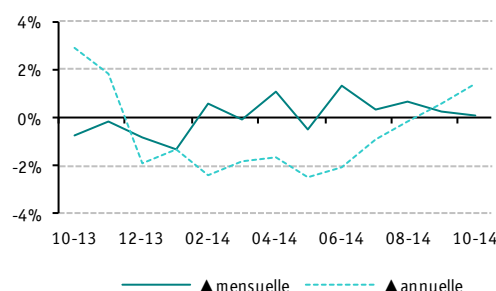
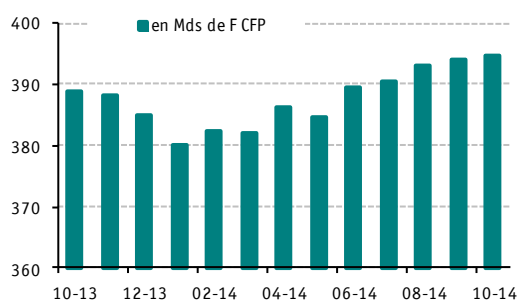
en millions de F CFP	nov-13	oct-14	nov-14	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 756	1 919	1 820	-5,1%	3,7%
Utilisations à moyen terme	1 273	1 656	1 709	3,2%	34,2%
Refinancement total	3 029	3 575	3 529	-1,3%	16,5%



Masse monétaire

Augmentation de la masse monétaire

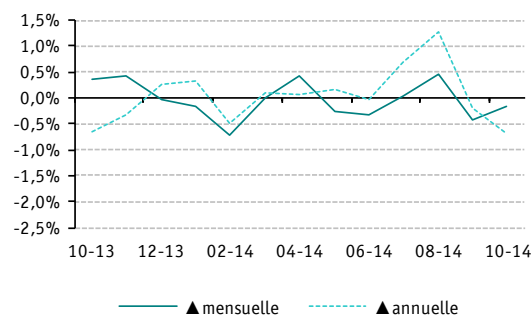
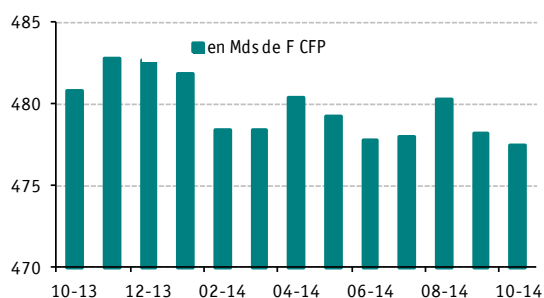
en millions de F CFP	oct-13	sept-14	oct-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 591	12 011	12 602	4,9%	-13,6%
Dépôts à vue	151 722	152 746	150 992	-1,1%	-0,5%
Comptes sur livrets	97 665	98 772	99 823	1,1%	2,2%
Comptes d'épargne logement	415	395	386	-2,1%	-7,0%
Dépôts à terme	122 828	122 488	129 337	5,6%	5,3%
Autres	1 712	7 661	1 430	ns	-16,5%
Total M3	388 933	394 073	394 570	0,1%	1,4%



Concours des banques locales à l'économie

Repli des crédits de trésorerie et d'équipement

en millions de F CFP	oct-13	sept-14	oct-14	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	123 913	111 672	111 213	-0,4%	-10,2%
Crédits d'équipement	69 346	72 423	72 052	-0,5%	3,9%
Crédits à l'habitat	164 685	167 684	168 557	0,5%	2,4%
Autres crédits	62 213	63 936	62 732	-1,9%	0,8%
Créances douteuses brutes	60 606	62 460	62 859	0,6%	3,7%
Total Concours de Caractère Bancaire	480 763	478 175	477 413	-0,2%	-0,7%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	oct-14	107,9	107,9	107,8	0,0%	0,0%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	oct-14	113,8	113,4	113,5	0,1%	-0,3%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	oct-14	1 898,5	819,4	1 264,7	ns	-33,4%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	oct-14	14 097	13 588	13 423	-1,2%	-4,8%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	oct-14	2 317	2 186	2 005	-8,3%	-13,5%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	oct-14	62	151	178	17,5%	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov-14	95	191	112	ns	17,9%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct-14	468	486	481	-1,0%	2,8%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	oct-14	2 012	1 861	2 224	19,5%	10,6%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	oct-14	3 166	2 918	3 546	21,5%	12,0%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	nov-14	210	437	215	ns	2,4%
Personnes physiques en interdiction bancaire	oct-14	2 818	2 712	2 739	1,0%	-2,8%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	oct-14	813	393	642	ns	-21,0%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	oct-14	105	109	117	7,2%	11,2%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	oct-14	107	51	212	ns	ns
Importations de bois transformé (en M F CFP)	oct-14	138	134	110	-17,4%	-19,8%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	oct-14	15	29	45	ns	ns
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	oct-14	45	47	59	25,7%	29,6%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	oct-14	54	63	51	-18,9%	-5,5%
Tourisme						
Nombre de touristes	août-14	14 655	17 656	14 603	-17,3%	-0,4%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	oct-14	67,7%	74,3%	74,4%	0,1 pts	6,7 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	oct-14	57 544	58 985	58 241	-1,3%	1,2%
<i>Comptes sur livret</i>	oct-14	91 898	92 882	93 815	1,0%	2,1%
<i>Dépôts à terme</i>	oct-14	68 106	68 083	68 119	0,1%	0,0%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	oct-14	80 508	76 932	75 533	-1,8%	-6,2%
<i>Dépôts à terme</i>	oct-14	44 118	44 037	51 532	17,0%	16,8%
Encours bancaires						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	oct-14	75 953	71 830	71 920	0,1%	-5,3%
<i>Crédits à l'habitat</i>	oct-14	145 104	149 661	150 406	0,5%	3,7%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	oct-14	41 142	33 214	32 638	-1,7%	-20,7%
<i>Crédits d'équipement</i>	oct-14	60 372	64 174	63 777	-0,6%	5,6%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/07/2014	0,15%	2,90%
taux de la facilité de prêt marginal	01/07/2014	0,40%	
taux de l'escompte de chèques	01/07/2014	0,40%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	28/11/2014	31/10/2014	Var. M-1
EONIA	0,1280%	0,0820%	+ 0,046 pt
EURIBOR 1 mois	0,0200%	0,0100%	+ 0,010 pt
EURIBOR 3 mois	0,0820%	0,0860%	- 0,004 pt
EURIBOR 6 mois	0,1800%	0,1890%	- 0,009 pt
EURIBOR 12 mois	0,3310%	0,3400%	- 0,009 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	nov.-14	oct.-14	Var. M-1
TMO	1,3800%	1,4800%	- 0,100 pt
TME	1,1800%	1,2800%	- 0,100 pt

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	28/11/2014	31/10/2014	30/09/2014	28/11/2014	31/10/2014	30/09/2014	28/11/2014	31/10/2014	30/09/2014
taux JJ	0,170%	0,170%	0,170%	0,047%	0,043%	0,044%	0,425%	0,480%	0,500%
3 mois	0,205%	0,270%	0,280%	0,106%	0,114%	0,116%	0,600%	0,600%	0,610%
10 ans emprunts phares	2,200%	2,340%	2,490%	0,420%	0,460%	0,520%	1,920%	2,240%	2,430%

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR: EUR, InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,79%
Prêts à taux fixe	4,85%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,72%
Prêts à taux variable	4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,53%
Prêts-relais	5,19%	Découverts en compte	13,39%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,92%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,28%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	14,59%	Découverts en compte	13,39%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,47%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	95,5954	1 NZD/XPF	75,1507	1 HKD/XPF	12,3269	1 GBP/XPF	150,0462	
100 JPY/XPF	80,7988	1 AUD/XPF	81,4718	1 SGD/XPF	73,3537	100 VUV/XPF	96,7965	1 FJD/XPF	48,8524